



## **“Hôpital de Sète ici comme ailleurs !”**

Pour les hospitaliers du Centre Hospitalier de Sète, les vacances sont bien terminées. En cette rentrée 2013, le directeur de cet établissement vient d'annoncer **un déficit prévisionnel de 4 millions d'Euros, pour atteindre maintenant un endettement global de 64 millions d'euros !** Il explique que *"les principales causes de cette situation résident dans le fait que l'établissement a beaucoup investi sans obtenir d'aide à la hauteur des enjeux, et que ses recettes liées à la tarification à l'activité ne cessent de baisser mécaniquement depuis deux ans"*

**C'est donc à Sète comme ailleurs que les investissements pénalisent les établissements et que les tarifs liés à l'activité sont fixés nationalement sans prendre en compte ni le coût réel des actes ni la configuration particulière des établissements.**

Le Directeur appelle les personnels à se serrer la ceinture pour réaliser les économies nécessaires afin de répondre docilement à ce diktat de l'Agence Régionale de Santé !

### **Le Directeur lance un appel : aidez-moi !**

Dans un courrier adressé à l'ensemble du personnel le 28 août dernier, le Directeur des hôpitaux du Bassin de Thau rassure en indiquant *"aucune remise en cause des 35 heures ou des acquis sociaux ou encore de postes de titulaires n'est prévue."*

Aux représentants du personnel il demande *"de faire des propositions permettant de tenir les objectifs du Contrat de Retour à l'Equilibre Financier"* (CREF) imposé par l'ARS !

Le contrat comporte 39 mesures qui portent quasiment toutes sur le personnel ! La subtilité de langage employée par le Directeur pour dire qu'aucun poste de titulaire ne sera supprimé, ne résiste pas aux 22 suppressions d'emplois détaillées dans le projet de contrat ! Les contractuels qui participent à la réalité du travail ne seront pas épargnés !

### **Le travail réel foudroyé !**

Il est noté dans ce projet d'économie (fiche n°9) qu'à Sète, chaque jardinier entretient 1 hectare d'espace vert alors que la moyenne nationale est de 2,3 hectares ! Résultat de l'équation = suppression de 1,2 emplois ! Personne ne se préoccupe de savoir si l'arrosage des pelouses à Sète doit être identique à celui des hôpitaux de Bretagne ou du Pays basque ?



Il en est de même pour le service de nettoyage. A Sète, l'entretien de surface coûterait 124,83 euros au m<sup>2</sup> alors que la moyenne nationale est de 95,08 Euros. Résultat = suppression de 3 postes ! (fiche n°10) Personne ne se préoccupe de savoir si les bâtiments sont de plain-pied, avec des étages, des chambres individuelles ou doubles, des bureaux carrelés, moquetés ?, etc.

Le premier regard posé sur cette situation contrarie toutes les convictions de ceux qui préconisent la prise en compte du travail réel. Remettre le travail au centre de toutes les préoccupations disent et écrivent l'Agence Nationale d'Amélioration des Conditions de Travail, (L'ANACT), la Haute Autorité de Santé (HAS) et tant d'autres. Rien n'y fait : c'est à Sète, comme ailleurs, les éclairs de l'austérité foudroient tout le bon sens du travail.

**Pour FO cette situation n'est pas acceptable ! Il faut revendiquer !**

Créatrice de déficit, la tarification à l'activité doit être abandonnée. Pour FO il faut donner aux hôpitaux les moyens de fonctionner. Ce n'est pas au personnel de payer la facture par des suppressions d'emplois, des remises en causes d'acquis réglementaires, ou le non respect des règles concernant l'organisation du travail.

Nous ne demandons rien de plus que ce qui est nécessaire pour travailler dans de bonnes conditions.

**Pour FO, pour travailler, il faut des personnels en nombre suffisant et détenant les qualifications exigées pour un travail de qualité.**



<http://fo-sante.org/>